

Pour Nkurunziza, opposants = putschistes

BURUNDI Rentré à Bujumbura, le président maintient sa candidature controversée

- Le coup d'Etat, « projet macabre » selon le président, a échoué.
- Mais les manifs contre son 3^e mandat ont repris dans un pays divisé.

Alors que, voici 48 heures, il était censé avoir perdu le pouvoir à l'issue d'un putsch mené par un général issu de son propre camp, le président burundais Pierre Nkurunziza a effectué un retour quasi triomphal dans son pays : il est rentré jeudi par la route depuis la Tanzanie où des militaires l'avaient accompagné jusqu'à la frontière. Il a d'abord gagné son fief de Ngozi, où il a été accueilli par une foule d'autant plus enthousiaste que les manifestants avaient reçu des T-shirts aux couleurs du parti au pouvoir, le CNDD.

Et ce vendredi, le chef de l'Etat a regagné Bujumbura, passant par les quartiers populaires. Alors que les meneurs du putsch militaire, qui avaient reconnu leur échec, étaient soit arrêtés et détenus à la « documentation », les redoutables cachots des services de renseignement, soit en fuite, le discours du chef de l'Etat était évidemment très attendu. Allait-il tendre la main à ses adversaires, qui n'avaient fait que réclamer l'application des accords d'Arusha, ou l'ancien maquisard qu'il est allé-il prononcer un discours de chef de guerre ?

Il a commencé par remercier les forces de défense et de sécurité pour leur « efficacité » leur « rapidité » à stopper le

« putsch » et il a annoncé la réouverture des frontières du pays.

« A l'occasion de ce jour mémorable, nous voulons remercier du fond du cœur les corps de défense et de sécurité pour avoir stoppé le projet macabre de détruire les institutions démocratiquement élues », a-t-il

déclaré dans un discours diffusé sur les ondes de la radio et de la télévision.

La deuxième partie du discours présidentiel a été jugée beaucoup plus menaçante. En effet, M. Nkurunziza a établi un lien entre le groupe de militaires « putschistes » et ce qu'il a appelé un « soulèvement », c'est-à-dire les manifestations pacifiques menées par de nombreux Burundais s'opposant à un troisième mandat, manifestations qui ont repris aussitôt après l'échec de la tentative de coup d'Etat.

« Il est évident que les soulèvements en cours sont liés au groupe qui voulait renverser les institutions », a-t-il déclaré, demandant avec force « que le soulèvement soit arrêté immédiatement et que ceux qui ont des doléances à présenter passent par la voie du dialogue et de la concertation et non par la voie de la violence ».

Ce discours, par lequel le chef de l'Etat s'est abstenu de tendre la main à ses adversaires politiques et de proposer des voies de réconciliation – retarder les échéances électorales par exemple –, attise les craintes de ceux qui redoutent non seulement une vague d'arrestations, mais les actes incontrôlés des

miliciens Imbonerakure, ces jeunes membres du CNDD qui pourraient s'en prendre violemment à leurs adversaires politiques. A ce sujet, si les Tutsis se sentent menacés et, par milliers, ont déjà tenté de gagner le

Rwanda, le sort des nombreux Hutus hostiles au troisième mandat est tout aussi précaire : ils pourraient être considérés comme des « traîtres »... Comment oublier qu'au Rwanda, dans les premières heures du génocide de 1994, ce sont les « Hutus modérés », dont la Première ministre Agathe Uwilingiyimana, qui furent les premières victimes des tueurs ?

Or au Burundi, les « modérés », inquiets par la tournure des événements, se retrouvent dans les deux groupes ethniques. C'est ainsi que les quatre ex-présidents, deux Tutsis, Jean-Baptiste Bagaza et Pierre Buyoya, et deux Hutus, Sylvestre Ntibantunganya et Domitien Ndayizeye, ont adressé un courrier aux chefs d'Etat de la région, se disant convaincus que la candidature de Pierre Nkurunziza était « inconstitutionnelle » et estimant qu'elle « risquait de compromettre les acquis de la paix » depuis la fin de la guerre civile en 2006. ■

COLETTE BRAECKMAN (avec afp)

100.000 réfugiés

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés s'est inquiété vendredi de la fuite massive des Burundais, plus de 100.000 étant arrivés dans les pays voisins depuis le début des troubles électoraux. Ce chiffre a plus que doublé en une semaine.

Mende accuse RFI

Le ministre congolais en veut à la radio RFI : « Ils se sont vraiment montrés très partiaux, soutenant pratiquement les putschistes... Nous avons suivi comment, à Dar es Salaam, les journalistes de RFI conseillaient pratiquement au président Kikwete de ne pas renvoyer chez lui le président Nkurunziza... Il y avait là une dramatisation exagérée, comme si tout le Burundi était en flammes. Cela s'appelle jeter de l'huile sur le feu, sans se demander qui, par la suite, va payer les pots cassés... Ils ont monté les enchères, comme si le sang faisait vendre... » (C.B)

De Croo ferme

Le ministre belge de la Coopération au développement, Alexander De Croo, a prévenu vendredi qu'un « retour au "business as usual" est impossible. C'est ce qui se produit quand on foule aux pieds les accords d'Arusha », a-t-il affirmé dans une interview à *De Morgen*.

Les Belges peuvent sortir

« Le calme est revenu en centre-ville de Bujumbura. Vous pouvez sortir de chez vous », indiquait vendredi l'ambassade de Belgique au Burundi à l'adresse des Belges séjournant dans la capitale. Elle leur recommande toutefois d'éviter les quartiers périphériques de la capitale, ainsi que les environs du camp Muha et Kibenga.